

Le point focal du RJPSAO au Burkina Faso lauréat du Prix spécial ANAM



PAGE 7

**Mme Aboubakar Hadiza Kaka Doka,
Administratrice des bases de données au CILSS**

**"une nouvelle plateforme numérique pour
rapprocher les services des populations"**



PAGE 8-9



**INSAH – CILSS : Le Mali célèbre
cinq décennies de coopération au
service du Sahel**

PAGE 18

ALBUM PHOTOS

Le cinquantenaire de l'INSAH en images



Air pollué, énergie chère : l'Afrique de l'ouest et le sahel face à une double menace



Respirer un air sain ne devrait pas être un privilège. Pourtant, dans les villes du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, fumées domestiques, gaz d'échappement, poussières, déchets brûlés et émissions industrielles dégradent chaque jour l'air que respirent les populations.

Il serait dangereux de considérer la pollution de l'air comme un problème réservé aux grandes métropoles des pays industrialisés. Les villes africaines connaissent elles aussi une urbanisation rapide, une croissance du parc automobile et une multiplication des activités économiques.

Dans plusieurs centres urbains, l'absence ou l'insuffisance de systèmes permanents de surveillance de la qualité de l'air rend difficile la connaissance précise de la situation. Comment agir efficacement si l'on ne sait pas exactement ce que les populations respirent ?

Avec le changement climatique et les tensions dans le détroit d'Ormuz, la hausse des prix du pétrole et du gaz pourrait accentuer cette pression. Face au coût de l'énergie, des ménages et des activités économiques pourraient se tourner davantage vers des combustibles moins chers mais plus polluants.

Cette perspective doit interpeller les Etats. La qualité de l'air ne peut plus être traitée comme une question secondaire face aux défis de la cherté des produits pétroliers. Les Etats doivent donc renforcer les subventions, les contrôles, mais aussi prévoir des sanctions réellement applicables en cas de dépassement des normes. Il ne s'agit pas de punir pour punir. Il s'agit de faire comprendre que polluer l'air que respirent les autres n'est pas un acte sans con-

séquence.

La responsabilité est collective, mais l'impulsion doit venir des pouvoirs publics. Protéger l'air, c'est protéger la santé, préserver l'environnement et préparer des villes plus résilientes face au changement climatique.

L'heure n'est plus au constat : les Etats doivent agir avant que respirer ne devienne un risque quotidien.

Anderson AKUE

Comité de Rédaction

Conseiller : **Abdoul Aziz MAINASSARA**

Rédacteur en chef et Point Focal au Togo :
Anderson AKUE

Secrétaire de Rédaction et Point focal
au Sénégal : **Babacar Mbaye BALDE**

Point focal au Bénin : **Michel AHONON**

Point focal au Mali : **Dognoume DIARRA**

Point focal au Niger: **Ousmane DAMBADJI**

Point focal au Burkina Faso: **Mahamadi
SEBOGO**

Point focal au Tchad : **Noubadoumbaye
Talomady**

Montage : **Birane FAYE (Sénégal)**

Email: rjpsao2023@gmail.com

Téléphone (Togo) +228 90034562

ALERTE PRECOCE EN AFRIQUE : **le défi est désormais de protéger tout le monde**

Plus de 400 experts, représentants de gouvernements, d'institutions régionales et de partenaires internationaux ont participé, du 2 au 4 septembre 2026 à Addis-Abeba, en Ethiopie, au Forum africain sur les alertes précoces. A l'issue de trois jours d'échanges, ils ont appelé à accélérer les efforts pour renforcer les systèmes d'alerte précoce sur le continent et mieux protéger les populations face aux risques de catastrophes.



Vue partielle des participants au forum africain sur les alertes précoces

Le forum a été coorganisé par le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), en partenariat avec le gouvernement éthiopien.

Les travaux ont notamment permis de faire le point sur la mise en œuvre en Afrique de l'initiative « Alertes précoces pour tous » (Early Warnings for All – EW4All). Lancée par les Nations unies en 2022, cette initiative vise à faire en sorte que chaque personne dans le monde puisse bénéficier d'un système d'alerte précoce d'ici à 2027.

Des progrès, mais encore des lacunes

Au cours du forum, les participants ont examiné les progrès réalisés en Afrique, mais aussi les difficultés qui restent à surmonter.

La couverture des systèmes d'alerte précoce multi-risques a fortement progressé. Elle concernait 14 pays en 2015, contre 41 pays recensés en 2026. Depuis 2022, la couverture de ces systèmes a ainsi plus que doublé sur le continent.

Malgré ces avancées, les risques liés au climat et aux catastrophes naturelles continuent d'augmenter en fréquence et en complexité.

Les chiffres présentés au forum illustrent l'ampleur du

ACTUALITÉS

défi. En 2025, au moins 13 millions de personnes ont été touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes et plus de 3 000 décès ont été enregistrés en Afrique.

Les participants ont notamment relevé des insuffisances en matière d'infrastructures, de communication et de diffusion des alertes jusqu'aux populations les plus exposées. Le financement durable des systèmes d'alerte reste également un défi majeur.

Ils ont aussi attiré l'attention sur les risques liés aux conditions El Niño prévues pour 2026-2027. Celles-ci pourraient provoquer de nouveaux phénomènes extrêmes, avec notamment davantage de précipitations dans certaines régions et une aggravation de la sécheresse dans d'autres.

Atteindre les populations au dernier kilomètre

Face à ces risques, les systèmes d'alerte précoce multirisques apparaissent comme l'un des moyens les plus efficaces et les plus rentables pour sauver des vies, protéger les moyens de subsistance, les services essentiels et les infrastructures.

Mais pour être efficaces, ces systèmes doivent aller jusqu'aux personnes exposées.

Selwyn Hart, sous-secrétaire général des Nations unies et conseiller spécial du Secrétaire général pour l'action climatique, a estimé que l'Afrique est encore loin d'une protection universelle.

"Nous devons accélérer le rythme", a-t-il déclaré. Pour lui, cela suppose de placer les personnes et les communautés au cœur des actions, de mettre fin aux approches et aux financements fragmentés et de construire des systèmes durables.

Il a également appelé la communauté internationale à respecter ses engagements et à garantir des financements prévisibles et accessibles.

Cinq priorités pour renforcer les alertes

Le Forum africain sur les alertes précoces a retenu cinq grandes priorités pour accélérer la mise en place de systèmes d'alerte précoce multirisques sur le continent.

Il s'agit de faire des alertes précoces pour tous une priorité politique mondiale ; de combler les dernières lacunes et d'atteindre les populations les plus vulnérables, notamment dans les pays fragiles ; de considérer les systèmes d'alerte précoce comme un investissement public essentiel ; de permettre une action rapide à partir des

alertes ; et, enfin, de faire de la protection universelle une responsabilité partagée et mesurable.

Le message du forum est donc clair : **les progrès réalisés doivent être maintenus et accélérés.**

Pour Kamal Kishore, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe et chef de l'UNDRR, des progrès importants ont été réalisés, mais des investissements supplémentaires restent nécessaires.

Il a insisté sur le développement des partenariats et sur la nécessité de garantir des financements nationaux et internationaux durables afin que les systèmes d'alerte puissent protéger toutes les populations, partout en Afrique.

De l'alerte à l'action

Pour Celeste Saulo, Secrétaire générale de l'OMM, il n'y a pas de temps à perdre. Elle a appelé à une meilleure intégration des différents acteurs et à la poursuite des efforts pour combler les lacunes dans la chaîne d'alerte, notamment au niveau du « dernier kilomètre ».

L'objectif, a-t-elle souligné, ne doit pas être seulement d'atteindre la cible de 2027. Il faut surtout construire des systèmes solides et durables, capables de continuer à protéger les populations au-delà de 2027 et pour les générations futures.

Pour Mme Doren, autre intervenante au forum, la technologie ne suffit pas à elle seule. Une alerte ne peut sauver des vies que si elle arrive à temps, si elle est comprise par les populations et si celles-ci savent comment agir.

Cette approche place donc les communautés au centre de la prévention. Il ne suffit pas de produire des données ou de lancer une alerte. Il faut aussi s'assurer que le message atteint les personnes exposées, qu'elles le comprennent et qu'elles disposent des moyens nécessaires pour agir rapidement.

A l'heure où les risques climatiques se multiplient en Afrique, le véritable enjeu est désormais de passer de l'alerte à l'action. L'ambition des « Alertes précoces pour tous » ne pourra être atteinte que si aucun territoire, aucune communauté et aucune personne vulnérable ne reste en dehors de la chaîne de protection.

Anderson AKUE

PRÉVISIONS SAISONNIÈRES

Climat : L'impact du phénomène El Niño sur l'Afrique pourrait se chiffrer à 20 milliards de dollars

Selon les estimations de la Banque africaine de développement (BAD), l'impact d'El Niño sur l'Afrique pourrait atteindre jusqu'à 20 milliards de dollars. Les besoins de financement pour l'adaptation à ce phénomène et au changement climatique doivent doubler pour atteindre 100 milliards de dollars, estime l'institution. Outre la menace qui pèse sur la sécurité alimentaire et la ressource en eau du continent, les finances publiques des États et le secteur bancaire africains pourraient également être mis à mal, alerte la BAD. « À lui seul, El Niño va réduire le PIB des pays touchés de 1 à 2% », selon Anthony Nyong, en charge du climat à la Banque africaine de développement (BAD), interrogé par Reuters. Cela « représente environ 10 à 20 milliards de dollars, à l'échelle du continent ».

Conséquences des catastrophes climatiques qui s'annoncent : des infrastructures détruites, des cultures ravagées, une flambée des prix de l'alimentation et des « migrations massives » de populations, estime cet expert.

Pertes de productivité et flambée des prix : Toujours selon la BAD, les pertes agricoles sont d'ores et déjà estimées à 330 millions de dollars en cette année 2026. La productivité de la pêche, elle, devrait baisser de 1 à 4%, à cause d'une mer plus chaude et des tempêtes. Le prix du maïs, lui, devrait doubler. La concurrence pour les pâturages et l'eau pourrait aussi exacerber les tensions dans les régions sensibles.

Le Soudan, le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Mali, le Burundi ou encore le Nigeria sont susceptibles de subir des répercussions humanitaires

particulièrement graves, d'après la Banque.

Il faudrait 20 à 30 milliards de dollars en plus pour faire face

Et si les besoins d'argent pour s'adapter au changement climatique s'élèvent déjà à 50 milliards de dollars cette année, il faudrait 20 à 30 milliards de dollars supplémentaires pour se préparer à faire face à El Niño.

Les gouvernements se retrouveraient par ailleurs contraints par ce qu'Anthony Nyong qualifie de « piège du financement climatique ». Car en manquant de ressources pour faire face aux crises, ils se voient forcés de puiser dans leurs budgets de la santé, de l'éducation ou des infrastructures pour couvrir les coûts du changement climatique.

El Niño, qui a débuté il y a un mois, pourrait être l'un des plus puissants jamais observés, selon les prévisionnistes. Son pic d'intensité devrait se situer fin 2026-début 2027, et c'est tout le climat mondial qui va être modifié. Ce phénomène climatique s'accompagne généralement de graves sécheresses en Afrique australe et de l'Ouest et d'inondations en Afrique de l'Est.

La Banque africaine de développement prévoit de réunir ses équipes en septembre pour une évaluation plus poussée de l'impact d'El Niño sur le continent. Elle se dit prête à restructurer des projets pour aider les pays à y faire face et les aider à mobiliser un soutien multilatéral supplémentaire, notamment auprès du Fonds vert pour le climat, le plus grand fonds mondial dédié au climat.

B.M.B – RJPSAO Sénégal

TRAITEMENT DE L'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE ET CLIMATIQUE : Le point focal du RJPSAO au Burkina Faso lauréat du Prix spécial ANAM

L'Agence Nationale de la Météorologie (ANAM) du Burkina Faso a mis en place un Prix spécial lors de la 29^e édition des Prix GALIAN, un concours national qui célèbre l'excellence journalistique, organisé par le ministère en charge de la communication. Ce prix spécial vise à susciter l'engouement des hommes et femmes de médias pour le traitement et la diffusion de l'information environnementale, météorologique et climatique. Lauréat de ce premier Prix spécial ANAM, Mahamadi Sebogo, journaliste au quotidien Sidwaya et point focal du réseau des journalistes sur les prévisions saisonnières au Sahel et en Afrique de l'ouest (RJPSAO), a reçu son chèque d'une valeur d'un million F CFA des mains de la Directrice générale de l'ANAM, Dr Mariam Tidiga, le mercredi 29 juillet 2026, à Ouagadougou.



Mahamadi Sebogo recevant son chèque de la DG de l'ANAM Dr Mariam Tidiga

« L'information météorologique est très importante pour tous les secteurs socio-économiques de notre pays. Toute personne qui s'élève le matin a besoin de l'information météorologique pour pouvoir mieux planifier ses activités. Le monde du BTP, en ces périodes pluvieuses, a besoin de l'information météorologique pour mieux gérer les chantiers. Le secteur minier en a besoin aussi bien pour le redimensionnement des infrastructures minières que pour la conduite des opérations minières. Le secteur de l'aéronautique ne peut travailler sans l'information météorologique. L'agriculteur, a toujours besoin de l'information météorologique pour savoir à quel moment il faut commencer à semer, quel sera l'état de la saison, est-ce qu'il y aura des poches de sécheresse ou non », a souligné la Directrice générale de l'Agence Nationale de la Météorologie (ANAM), Dr Mariam Tidiga.

Au regard de ce rôle central de l'information météorologique, l'ANAM veut veiller à sa large diffusion auprès de tous les Burkinabè. Pour atteindre cet objectif, les médias ont un grand rôle à jouer. Dans le but de susciter l'intérêt des journalistes pour le traitement de l'information de l'information

environnementale, météorologique et climatique, l'institution a mis en place un prix spécial ANAM lors de la 29^e édition des Prix Galian 2026, qui célèbre l'excellence en journalisme au Burkina Faso.

Pour sa première édition, ce prix spécial ANAM a été remporté par le journaliste au quotidien Sidwaya, Mahamadi Sebogo. Il a reçu son prix d'une valeur d'un million F CFA des mains de la première responsable de l'ANAM, ce mercredi 29 juillet 2026, à Ouagadougou. Au-delà de la remise officielle du chèque, cette cérémonie a servi de cadre pour Dr Mariam Tidiga de féliciter le lauréat qui s'est distingué parmi les candidats. Au-delà de ce prix, elle a salué l'engagement constant du journaliste dans la vulgarisation de l'information météorologique. Elle l'a invité à rester dans cette dynamique et à être l'ambassadeur de l'ANAM auprès de ses confrères, de sorte qu'il y ait une masse critique de journalistes qui s'intéressent à cette thématique qui occupe une place centrale dans le développement du Burkina Faso.

Rendez-vous aux prochains Galian

« En mettant en place ce prix spécial ANAM au Galian, notre objectif est d'amener les journalistes à s'intéresser davantage à la question météorologique et climatique. Ils le font déjà, mais en s'impliquant encore plus et en multipliant les canaux de diffusion, nous pouvons atteindre les millions de Burkinabè répartis sur l'ensemble du territoire national », a indiqué la Directrice générale de l'ANAM. Et c'est ainsi que l'information météorologique et climatique pour être diffusée à bonne date, être mieux appropriée par les populations et exploitée à bon escient. Car, il ne suffit pas seulement de produire l'information météorologique, mais il faudra qu'elle arrive à temps aux populations ; et les journalistes jouent un grand rôle cette communication en temps réel de l'information.

Le lauréat Mahamadi Sebogo a salué l'ANAM pour l'initiative de ce prix qui est une première dans la reconnaissance du travail journalistique dans ce domaine et qui pourrait inspirer d'autres institutions voire d'autres agences nationales de la Météorologie. Il a réitéré son engagement à poursuivre son travail de production de l'information météorologique et climatique au profit des Burkinabè, surtout dans ce contexte de changement climatique.

Loin de s'arrêter là, la Directrice générale a rassuré que l'Agence Nationale de la Météorologie va mettre en jeu ce Prix ANAM spécial à l'édition 2027 des Prix Galian, ainsi qu'aux autres éditions. « Le prix de cette année a été un test pour nous. Nous allons continuer à participer aux Prix Galian, et même voir comment augmenter le montant du prix afin d'encourager les journalistes à s'intéresser encore plus à la question météorologique et climatique. Et nous espérons que l'année prochaine nous aurons encore plus de candidatures au Prix spécial ANAM au Galian 2027 », a-t-elle souhaité.

La Rédaction

INTERVIEW



**Mme Aboubakar Hadiza Kaka Doka,
administratrice des bases de données
au CILSS :**

**"une nouvelle plateforme
numérique pour rapprocher les
services des populations"**

Une nouvelle plateforme de communication ICT et un portail intégré du CILSS seront bientôt disponibles. Un atelier régional consacré à la présentation de ces nouveaux outils numériques s'est tenu à Lomé, du 1er au 3 septembre 2026.

Cette rencontre avait pour objectif de faire connaître ces plateformes aux acteurs nationaux, de renforcer leur appropriation et d'encourager leur utilisation. L'ambition est de faciliter l'accès aux services, aux données et aux produits du système CILSS.

Mme Aboubakar Hadiza Kaka Doka, administratrice des bases de données chargée du développement des services d'information numérique, explique les innovations et les avantages de ces nouveaux outils.

RJPSAO Info : Vous venez de participer à un atelier régional consacré à la présentation de la plateforme de communication ICT et du portail intégré du CILSS. Quelles sont les principales innovations de ces nouveaux outils ?

Mme Aboubakar Hadiza Kaka Doka :
La principale nouveauté du portail intégré est qu'il permet d'accéder, à partir d'une seule fenêtre, à l'ensemble des plateformes du système CILSS.

De son côté, la plateforme de communication ICT apporte également plusieurs innovations. Elle permet de diffuser les informations à travers la téléphonie mobile, notamment par SMS et par messages audio.

Elle peut aussi être utilisée sans connexion permanente à Internet grâce à la technologie PWA (Progressive Web Application). Cela permet aux utilisateurs de continuer à accéder à certains contenus même lorsque la connexion Internet est faible ou indisponible.

Quels avantages ces plateformes offrent-elles aux pays membres du CILSS ?

Les pays membres du CILSS, ainsi que les autres acteurs de l'espace ouest-africain, pourront accéder plus facilement aux services et aux informations produits par le CILSS dans ses différents domaines d'intervention.

L'objectif est de rendre ces informations plus accessibles et de faciliter leur utilisation par les services techniques, les professionnels et, à terme, par les populations.

Quelles sont les conditions pour accéder aux informations disponibles sur ces plateformes ?

Une grande partie des informations est accessible gratuitement et sans condition particulière.

Cependant, pour recevoir les alertes par SMS sur la plateforme ICT ou télécharger certaines publications à partir du portail intégré, l'utilisateur doit créer un compte. La création de ce compte est simple et gratuite. Elle permet notamment au CILSS de mieux connaître les utilisateurs de ses plateformes et de disposer d'un répertoire pour améliorer ses services.

INTERVIEW

Concrètement, que peut-on trouver sur la plateforme de communication ICT ?

La plateforme permet d'accéder aux produits et services du système CILSS à travers différents supports, notamment les SMS, les messages audio et les pages web.

Elle constitue ainsi un outil important pour rapprocher l'information des utilisateurs, y compris ceux qui disposent d'un accès limité à Internet.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans le volet consacré à la digitalisation de la stratégie de communication « One CILSS ».

Quel est votre message à l'endroit des participants et des futurs utilisateurs ?

Je voudrais tout d'abord adresser mes sincères remerciements au Projet de résilience du système

alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP), qui a financé cette initiative à travers sa composante 1.

J'invite également les participants à l'atelier à devenir de véritables ambassadeurs du CILSS auprès des services techniques de leurs pays.

Ils doivent contribuer à faire connaître et à promouvoir les plateformes présentées afin d'en accroître l'utilisation.

L'objectif final est que ces outils numériques puissent bénéficier au plus grand nombre et contribuer à améliorer l'accès à l'information pour les populations sahéliennes et ouest-africaines.

Propos recueillis par Anderson AKUE



Mme Aboubakar Hadiza Kaka Doka, administratrice des bases de données au CILSS

PREVISIONS DE SECHERESSE : le Sahel veut agir avant que la crise ne frappe

Le Sahel veut renforcer ses capacités à prévoir les sécheresses et à agir avant que leurs conséquences ne deviennent graves. Cette ambition était au cœur d'un atelier organisé du 27 au 31 juillet 2026 à Dakar, au Sénégal.

Une trentaine d'experts des services météorologiques, des groupes techniques chargés de l'Action Anticipatoire et des universités de six pays sahéliens ont pris part à cette rencontre. L'atelier a été organisé par le CILSS/AGRHYMET et le Programme alimentaire mondial (PAM), en partenariat avec l'Institut international de recherche sur le climat et la société (IRI) de l'Université Columbia, OCHA et ACMAD.

Mieux prévoir pour mieux agir

L'objectif principal était de renforcer les capacités des pays en matière de prévisions saisonnières et sous-saisonnières. Les participants ont également travaillé à la mise en place de systèmes nationaux permettant de définir des seuils et de déclencher à temps les Actions Anticipatoires en cas de sécheresse.

L'idée est simple : ne plus attendre que la sécheresse provoque une crise avant d'agir. Les prévisions doivent permettre aux décideurs de prendre des mesures à l'avance pour réduire les conséquences sur les populations, l'agriculture, l'élevage et les autres secteurs vulnérables.

Neuf mois après un premier atelier organisé à Nouakchott, en Mauritanie, les efforts engagés dans les différents pays commencent à produire des résultats. Des prévisions sont désormais produites régulièrement et mises en relation avec les mécanismes d'Action Anticipatoire. En Mauritanie et au Tchad, ces efforts ont déjà permis de déclencher les systèmes d'anticipation.

L'atelier de Dakar constitue donc une nouvelle étape vers la mise en place de systèmes d'Action Anticipatoire pleinement opérationnels dans les pays du Sahel.

Passer de la réaction à l'anticipation

Dr Sy Martial Traoré, coordonnateur du PRASAN au CILSS et président de la Task Force régionale pour l'Action Anticipatoire en Afrique de l'Ouest et du Centre, a rappelé que cette dynamique s'inscrit dans un processus engagé depuis 2021.

A travers le PREGEC, les pays de la région cherchent progressivement à passer d'une logique de réponse aux crises à une logique d'anticipation. Autrement dit, il ne s'agit plus seulement d'attendre la crise pour intervenir, mais de se préparer avant qu'elle ne survienne.

Dans cette démarche, les services météorologiques nationaux occupent une place importante. Leur rôle ne se limite plus à produire des données. Ils doivent aussi contribuer à garantir la qualité et la fiabilité des informations utilisées pour déclencher les Actions Anticipatoires.

« On n'a pas besoin d'El Niño pour être en crise »

« On n'a pas besoin d'El Niño pour être en crise. » C'est par cette déclaration que Sarah Longford, directrice régionale adjointe du PAM, a ouvert les travaux.

Elle a rappelé que la seule variabilité climatique saisonnière peut déjà exposer des millions de personnes aux risques de sécheresse dans le Sahel. Les pays doivent donc disposer de systèmes d'Action Anticipatoire solides et durables, capables de fonctionner chaque année, même en l'absence d'un phénomène El Niño.

Deux axes de travail

Pendant cinq jours, les participants ont travaillé autour de deux grands axes.

Le premier a porté sur l'amélioration de la production des prévisions. Les experts ont notamment examiné le processus de génération des prévisions avec l'outil PyCPT, évalué les performances des modèles et analysé les années au cours desquelles les prévisions ont été les moins fiables.

L'objectif était de tirer des leçons de ces expériences afin d'améliorer les systèmes de prévision et les mécanismes de déclenchement des Actions Anticipatoires.

Le deuxième axe a concerné la programmation des actions à mener en amont d'une crise. Il s'agissait notamment d'apprendre à transformer une prévision en scénario de gravité, puis en décision d'activation d'une Action Anticipatoire.

Une formation de formateurs a également été organisée au profit des équipes d'AGRHYMET. Ces équipes devront ensuite contribuer à renforcer les compétences dans les différents pays au cours des prochains mois.

Des systèmes adaptés aux réalités de chaque pays

Les travaux de Dakar montrent que les besoins de la région évoluent. Les pays ont désormais besoin d'un accompagnement technique adapté aux responsabilités de chaque acteur.

A la fin de l'atelier, les participants devaient définir les prochaines étapes de la deuxième phase dans chaque pays.

L'objectif est de renforcer les capacités nationales à produire et à interpréter des prévisions de sécheresse fiables. Il s'agit également d'aider les pays à concevoir, suivre et rendre opérationnels des systèmes de seuils et de déclenchement des Actions Anticipatoires adaptés à leurs réalités.

Pour le Sahel, le message est clair : prévoir la sécheresse ne suffit plus. Il faut utiliser la prévision pour agir à temps et réduire les impacts sur les populations.

Marie-Hélène

CAMPAGNE AGRICOLE DANS LA REGION DU NAZINON :

Autorités locales et producteurs s'approprient les prévisions saisonnières

L'Agence Nationale de la Météorologie (ANAM) a tenu un atelier régional de sensibilisation des autorités locales et producteurs de la région du Nazinon sur les prévisions saisonnières agro-hydro-climatiques de l'année, les 20 et 21 août 2026, à Manga. Cette rencontre a servi de cadre pour l'équipe de l'ANAM de présenter aux acteurs locaux le fonctionnement du réseau météorologique national et de les inviter à contribuer à la sécurisation des équipements météorologiques implantés dans la région.

Face aux effets du changement climatiques qui affectent en général tous les secteurs d'activités, et en particulier le secteur agricole, l'Agence Nationale de la Météorologie (ANAM) veut faire de l'appropriation des prévisions saisonnières agro-hydro-climatiques un moyen de résilience pour les populations burkinabè. Dans cet objectif, elle entamé l'organisation d'une série d'ateliers régionaux de sensibilisation des autorités locales et des producteurs des 17 régions du Burkina Faso. L'étape de la région du Nazinon s'est tenue les 20 et 21 août 2026, à Manga.



Vue partielle des participants à la réunion, crédit photo : Mahamadi SEBOGO

A travers ces cadres de partages et d'échanges, l'ambition l'ANAM est de contribuer à améliorer l'appropriation des prévisions saisonnières 2026 et de renforcer l'implication des autorités locales, la société civile et des producteurs dans la gestion du réseau météorologique national. De manière spécifiques, il s'agit de présenter et diffuser les prévisions saisonnières agro-hydro-climatiques 2026 auprès des autorités locales, des agriculteurs et des acteurs clés, en mettant en évidence leur utilité pour la planification des activités socio-économiques, vulgariser les informations climatiques et promouvoir une meilleure compréhension du rôle et du fonctionnement du réseau météorologique national auprès de ces parties prenantes et des partenaires, et de renforcer leurs capacités à interpréter et utiliser les prévisions saisonnières, tout en favorisant leur implication dans la gestion, la protection et la valorisation du réseau météorologique.

Durant ces 48 heures, les participants, venus des trois provinces de la région, grâce aux formateurs de l'ANAM, Alfred Dango et Juste Garba, ont pu donc se familiariser avec les concepts clés, les prévisions saisonnières agro-hydro-climatiques 2026 pour la région, surtout pour les trois mois restants de la saison des pluies, à savoir août, septembre et octobre. Ils ont également pris connaissance du système de production de l'information météorologique, à travers les différents stations et équipements technologiques déployés sur l'ensemble du territoire national. Ils ont par ailleurs été sensibilisés sur la nécessité de veiller à la protection de ces outils.

Vulgariser les informations, sécuriser les équipements

L'initiative a été bien saluée par toutes les parties prenantes. « Dans un pays comme le Burkina Faso, où une part importante des activités de nos populations demeure fortement dépendante des conditions climatiques, disposer d'une bonne information au bon moment peut faire toute la différence entre anticiper et subir, prévenir et réparer, protéger et perdre. Voilà pourquoi nous devons progressivement changer notre perception de la météorologie. Elle ne doit plus être considérée uniquement comme l'annonce de la pluie, du vent ou de la température. Elle doit être comprise comme un véritable outil d'aide à la décision, de prévention des risques et de développement », a confié la secrétaire générale de la région, Ouou, Abibata Bamouni.

Même son de cloche chez les producteurs. « Cette formation est d'une importance capitale pour nous agriculteurs. Elle nous permet de mieux planifier nos activités culturelles, de choisir les semences en fonction des prévisions, car le changement climatique a perturbé nos connaissances endogènes sur le cycle des saisons des pluies », a souligné le producteur Songa Gnéggré, venu de Ziou, dans la province du Nahouri. Tout en marquant en engagement à s'approprier les prévisions saisonnières et à les vulgariser auprès des autres producteurs, il a souhaité que ses sessions de sensibilisation se tiennent avant le début de la saison des pluies.

A l'issue des échanges, le chef de mission de l'ANAM, Alfred Dango, a dressé un bilan satisfaisant de cet atelier régional, qui a permis de vulgariser et présenter les enjeux liés aux prévisions saisonnières agro-hydro-climatiques. « Durant la session, nous avons remarqué un intérêt certain des participants par les informations météorologiques et climatiques. Nous les invitons à être des relais de l'ANAM auprès de leurs communautés pour une meilleure vulgarisation de ces informations », a-t-il indiqué.

Mahamadi SEBOGO
Windmad76@gmail.com

Des experts se prononcent

Sous l'égide de la Direction de l'environnement durable et de l'économie bleue de la Commission de l'Union africaine, plusieurs experts, décideurs et partenaires techniques se sont réunis à Dakar, au Sénégal, pour réfléchir à une meilleure intégration des services climatiques dans les politiques publiques. Pendant trois jours, les participants ont échangé sur les prévisions saisonnières, les données climatiques et les moyens de mieux les utiliser dans la prise de décision. L'objectif étant de transformer les données météorologiques et climatiques en outils utiles pour les différents secteurs d'activité et ainsi renforcer la résilience des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale face aux changements climatiques.

Au terme des travaux, des experts et techniciens partagent leur appréciation et les perspectives pour leur pays.



Gilbert Ondo Ndong, directeur général de la météorologie du Gabon : "Le Gabon veut mieux valoriser les données météorologiques"

J'ai beaucoup apprécié la qualité des travaux, notamment les sujets qui ont été abordés. Je reconnais que notre service connaît encore certaines difficultés. Ce type de rencontre nous permet donc de mieux comprendre les problèmes et de réfléchir aux corrections à apporter au niveau de notre service météorologique.

Avec l'arrivée du projet ClimSa, nous faisons un véritable bond en avant. Malgré les difficultés que nous rencontrons sur le terrain, ce projet nous offre un outil qui devrait nous permettre d'améliorer nos services et d'apporter des solutions fiables aux besoins des utilisateurs.

Au Gabon, nous participons bien évidemment à l'échange des données. Mais nous pensons que la réflexion doit aller encore plus loin. Dans nos services météorologiques, nous sommes constamment appelés à rechercher des sources de financement. Pourtant, la matière première de la météorologie, c'est la donnée.

Si les données sont disponibles gratuitement, les États doivent, de leur côté, donner aux services météorologiques nationaux les moyens nécessaires pour assurer leur fonctionnement et remplir efficacement leurs missions.

Par ailleurs, la population gabonaise fait beaucoup d'efforts dans le domaine de partage de données. Mais nous devons encore renforcer la sensibilisation.

Nous sommes dans une zone équatoriale où certaines populations ont longtemps considéré les phénomènes météorologiques comme faisant simplement partie de la vie quotidienne. Aujourd'hui, nous faisons un important travail de pédagogie pour leur faire comprendre que le

changement climatique n'est pas une idée lointaine ou une simple théorie. C'est une réalité.

Au fil des années, nous commençons à observer des phénomènes qui nous étaient auparavant étrangers. Les populations commencent à le comprendre, même si cette compréhension se fait progressivement.

Pour mieux valoriser les acquis du projet ClimSa, nous allons commencer par organiser des rencontres avec les différents secteurs d'activité et les utilisateurs potentiels des informations météorologiques et climatiques. L'objectif sera de leur présenter la qualité des produits et de travailler avec eux à l'identification de leurs besoins.

Une fois que nous connaissons clairement ces besoins, nous pourrions mieux préparer les solutions et proposer des services adaptés aux différents utilisateurs.

Me Richard Ngoï-Citamba, Conseiller du vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur de la République démocratique du Congo (RDC), point focal national pour la réduction des risques de catastrophe " la prévision basée sur les impacts progresse dans la prévention des catastrophes en RDC"



La RDC a déjà enregistré des avancées importantes dans l'intégration des données météorologiques et climatiques dans les politiques publiques. Nous sommes actuellement engagés dans la mise en place de la prévision basée sur les impacts.

Nous avons également franchi l'étape de la coproduction. Elle permet de réunir les différentes parties prenantes, notamment les services météorologiques, la protection civile, les services de l'environnement et les différents ministères concernés.

Pour la première fois, la RDC a élaboré un bulletin issu de cette coproduction. Cette expérience a été très bénéfique, car elle permet à tous les acteurs de travailler ensemble et de mieux répondre aux besoins des populations.

Nous constatons une réelle volonté politique au plus haut niveau pour faire avancer ce processus.

Il y a quelque temps, le représentant du Secrétaire général des Nations unies, M. Kamala Harris, s'est rendu en RDC pour lancer l'initiative « Alerte précoce pour tous ». Cette visite a constitué un encouragement important pour nous.

Il a notamment salué l'engagement de la RDC au plus haut niveau. L'initiative a été lancée par Mme la Première ministre, ce qui constitue un signal fort de la volonté des autorités congolaises de renforcer l'alerte précoce et la gestion des risques de catastrophe.

REPORTAGES

En ce qui concerne la capitalisation des acquis du projet ClimSa, nous allons d'abord faire la restitution de ce que nous avons appris au cours de cet atelier.

Nous avons également la possibilité d'organiser un atelier national consacré au lancement de l'initiative sur la prévision basée sur les impacts. Ce sera une occasion importante pour partager les connaissances acquises et capitaliser les enseignements du projet ClimSa.

Dans le cadre de la coproduction, les communautés locales participent activement au processus. Nous veillons à prendre en compte les différentes catégories de la population. Nous accordons également une attention particulière à la dimension genre et à l'inclusion des personnes vulnérables, notamment celles à mobilité réduite. Cette approche permet à la RDC de réaliser des avancées importantes dans la prise en compte des besoins de toutes les communautés dans les systèmes d'alerte précoce.

Autre chose, la RDC vient d'adopter une politique nationale de réduction des risques de catastrophe. Cette politique prévoit l'intégration des données météorologiques dans les politiques et les actions de développement. Elle prévoit également la mobilisation de ressources financières pour renforcer les services météorologiques et la gestion des risques de catastrophe en général. Nous sommes donc convaincus que les acquis de ce projet pourront être maintenus et renforcés, afin de mieux protéger les populations et de renforcer leur résilience face aux risques climatiques et aux catastrophes.

Henri Songoti, responsable du département chargé des services informatiques et du patrimoine au Centre régional AGRHYMET : « **Le projet ClimSa a permis de renforcer la production et la diffusion de l'information climatique** »



Dans le cadre du projet ClimSa, le Centre régional AGRHYMET était le centre de mise en œuvre pour l'Afrique de l'Ouest. En tant que centre climatique régional pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, AGRHYMET avait pour mission de mettre en œuvre les activités du projet au bénéfice des pays de la région. Nous pouvons dire que le projet ClimSa a été un succès pour le Centre régional AGRHYMET. Le projet a été mis en œuvre jusqu'à son terme, avec des résultats très satisfaisants.

L'un des principaux acquis est la mise en place de trois plateformes d'interface utilisateurs dans la région. Elles concernent trois domaines importants : l'agriculture et la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau et des risques de catastrophes, ainsi que la sécurité climatique.

Ces plateformes ont permis aux différents acteurs de se retrouver, d'échanger et de produire ensemble des informations utiles à la prise de décision, notamment lors des rencontres consacrées aux prévisions saisonnières.

Un autre résultat important est la mise en place d'un

réseau de communicateurs de l'information climatique. Ce réseau contribue à améliorer la diffusion des informations climatiques à travers des canaux plus accessibles aux différents utilisateurs. Le projet ClimSa a également permis à AGRHYMET de progresser dans son processus d'accréditation en tant que centre climatique régional.

Avec l'appui du projet, AGRHYMET a notamment obtenu l'endossement de la CEDEAO pour jouer ce rôle en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Le Centre a aussi lancé une phase de démonstration en vue de son accréditation auprès de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

A cela s'ajoute le renforcement des infrastructures de production de données et d'informations climatiques. La mise en place de stations PUMA 2025, par exemple, permet d'obtenir des données avec une meilleure résolution et donc d'améliorer la qualité des informations destinées à la prise de décision.

Le renforcement des capacités constitue également un résultat majeur. Plus d'une trentaine de techniciens et d'ingénieurs ont été formés dans le cadre du projet ClimSa. Ces compétences restent aujourd'hui disponibles dans la région et constituent un véritable acquis pour l'avenir.

En résumé, ClimSa a apporté un appui important à la production de l'information climatique, à son accessibilité et à sa diffusion auprès des utilisateurs et des décideurs.

De manière générale, le Centre régional AGRHYMET veille, dans la mise en œuvre de ses projets, à assurer la durabilité et la pérennisation des acquis. Dans le cadre de ClimSa, les formations réalisées ont permis de renforcer l'expertise disponible dans la région. Les techniciens et ingénieurs formés peuvent donc continuer à utiliser leurs compétences et à contribuer à la production et à la diffusion de l'information climatique.

Nous cherchons également à assurer la continuité des activités à travers de nouvelles initiatives. Par exemple, certaines plateformes mises en place dans le cadre de ClimSa sont aujourd'hui reprises et renforcées par d'autres projets. Il en est de même pour les infrastructures destinées à la production de l'information climatique. Les nouvelles initiatives prennent en compte les acquis existants et cherchent à les renforcer plutôt que de repartir de zéro. Nous avançons donc avec de nouvelles idées et poursuivons les réflexions pour trouver les meilleurs moyens de capitaliser les acquis de ClimSa et de les inscrire dans la durée.

NOS PARTENAIRES

COMPOSANTE 1

Renforcement des services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires régionales



FSRP

West Africa Food System Resilience Program



AGRHYMET CCR-AOS



BANQUE MONDIALE

PRÉVISIONS SAISONNIÈRES

CHANGEMENT CLIMATIQUE :

L'ÉCOLE AUSSI EST EN PREMIÈRE LIGNE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Inondations, sécheresses et fortes chaleurs perturbent les apprentissages et fragilisent l'avenir de millions d'enfants. *Inondations, sécheresses et fortes chaleurs perturbent les apprentissages et fragilisent l'avenir de millions d'enfants*

C'est la rentrée des classes dans plusieurs pays de la sous-région après plus de deux mois de vacances. Malheureusement certains élèves ne pourront pas regagner les classes. Les raisons sont soit liées au déplacement des populations, les menaces terroristes ou aux effets du changement climatique (inondations, sécheresse et les fortes chaleurs). Le phénomène prend une dimension mondiale et inquiète de plus en plus.

Selon le rapport « *Choisir notre avenir pour des actions climatiques* » de la Banque mondiale, quelques 404 millions d'élèves ont été concernés par des fermetures d'écoles liées à des phénomènes climatiques entre janvier 2022 et juin 2024. Dans les pays à faible revenu, les enfants concernés ont perdu en moyenne près de 18 jours de cours, contre environ 2,4 jours dans les pays riches.

Même constat au niveau de l'Unicef qui alerte que la situation reste préoccupante avec plus de 171 millions d'élèves dans le monde ayant vu leur scolarité perturbée en 2025 par des aléas climatiques notamment les tempêtes, les inondations et les vagues de chaleur.

Ces chiffres montrent que le changement climatique n'est plus seulement une menace pour l'école de demain. Il perturbe déjà l'éducation aujourd'hui.

Des écoles vulnérables aux catastrophes

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, une forte pluie peut rapidement transformer une route en obstacle infranchissable. Les inondations peuvent endommager les salles de classe, les latrines, les points d'eau et le matériel scolaire. Dans certaines situations, les établissements sont même utilisés comme lieux d'accueil pour des populations

déplacées. Les conséquences dépassent les dégâts matériels. Après une catastrophe, les familles peuvent perdre leur maison, leurs récoltes ou leurs revenus. Certains enfants sont alors obligés d'aider leurs parents au lieu d'aller à l'école.

La sécheresse peut également aggraver cette situation. Lorsque l'eau devient rare, les filles consacrent parfois davantage de temps à sa recherche. Cette charge supplémentaire peut entraîner des absences répétées et augmenter le risque d'abandon scolaire.

La chaleur menace aussi les apprentissages

La hausse des températures constitue une autre menace. Une salle de classe mal ventilée et fortement exposée à la chaleur n'offre pas de bonnes conditions d'apprentissage. Les élèves peuvent être plus fatigués et moins concentrés.

Pour la Banque mondiale, l'éducation doit donc être considérée à la fois comme un secteur à protéger contre le changement climatique et un outil essentiel pour y répondre.

Son rapport *Choosing Our Future: Education for Climate Action* souligne notamment que l'éducation améliore la capacité des populations à comprendre les risques climatiques et à adopter des comportements favorables à l'environnement. Elle prépare également les jeunes aux emplois liés à la transition écologique.

Faire de l'école un centre de résilience

Face à ces défis, les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel doivent investir dans des écoles résilientes au climat : bâtiments mieux ventilés, arbres et espaces ombragés, systèmes de récupération d'eau, assainissement adapté et

PRÉVISIONS SAISONNIÈRES

implantation des établissements dans des zones moins exposées aux risques. Il faut aussi renforcer les systèmes d'alerte précoce dans les écoles et prévoir des solutions pour assurer la continuité des apprentissages en cas de fermeture temporaire.

Recommandations fortes

- Construire des infrastructures scolaires adaptées aux risques climatiques.
- Intégrer l'alerte précoce et la prévention des catastrophes dans les écoles.
- Former les enseignants et les élèves aux risques climatiques.
- Garantir la continuité de l'enseignement pendant les crises.
- Accorder une attention particulière aux filles et aux enfants vulnérables.
- Augmenter les financements climatiques

consacrés à l'éducation.

- Associer les communautés, les collectivités, les médias et les organisations de la société civile aux actions de résilience.

Faire de l'éducation climatique une priorité des programmes scolaires.

Protéger l'école, c'est protéger l'avenir. Dans une région particulièrement exposée aux effets du changement climatique, investir dans des écoles sûres, des enseignants mieux préparés et des enfants conscients des risques revient à renforcer directement la résilience des communautés. L'école ne doit donc plus être seulement un lieu d'apprentissage : elle doit devenir un véritable acteur de prévention, d'anticipation et de résilience face au changement climatique.

Campagne agricole 2026 : les défis de la souveraineté alimentaire au Sénégal

Le Premier ministre Al Hamine LO trace la feuille de route pour une agriculture sénégalaise résiliente.

Lors du Conseil des ministres, le Premier ministre a recentré les débats sur les enjeux cruciaux de la campagne agricole d'hivernage 2026-2027. Une mobilisation qui s'inscrit dans une quête permanente d'autonomie alimentaire pour le Sénégal. S'il a salué l'engagement des acteurs clés comme l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) et les Industries Chimiques du Sénégal (ICS) pour la production locale d'engrais et de semences de qualité, il a également souligné les lacunes persistantes du secteur. Ces faiblesses structurelles, bien que connues, continuent de freiner les ambitions du gouvernement.

Des obstacles persistants à la souveraineté alimentaire.

Parmi les défis majeurs identifiés par Monsieur LO figurent le manque d'autonomie en matière

de production semencière, les irrégularités observées lors des précédentes récoltes, ainsi que les défaillances dans le ciblage des bénéficiaires des aides agricoles. L'accès limité au crédit pour les petits producteurs et l'insuffisance des infrastructures de stockage compliquent davantage la situation. Le Premier ministre a également pointé les retards dans la maintenance du matériel agricole et la vétusté des équipements, deux facteurs aggravants pour la productivité des exploitations.

Pour pallier ces difficultés, une digitalisation accélérée de la filière a été décidée. Les zones pilotes de Tivaouane et de Nioro ont déjà démontré l'efficacité de cette approche, notamment en réduisant les détournements d'intrants. En parallèle, une refonte des mécanismes de subvention est envisagée, avec une priorité absolue : garantir une transparence totale sur les coûts et une distribution équitable des ressources sur l'ensemble du territoire.

B.M.B – RJPSAO Sénégal

PRÉVISIONS SAISONNIÈRES

SANTÉ ET CLIMAT : L'initiative EW4All au service de la protection des enfants et des infrastructures sanitaires durables



« dernier kilomètre ».

« À l'UNICEF, ce que nous comprenons par dernier kilomètre, ou plutôt par dernier mètre, c'est l'enfant. La question fondamentale que nous devons nous poser est de savoir si cet enfant, qu'il vive en milieu urbain informel ou dans une communauté rurale isolée, est concrètement protégé contre le choc climatique qui s'annonce », a expliqué Dr Yanon.

La multitude de chocs climatiques à laquelle fait face la planète impacte négativement la santé publique, appelant à passer de la réaction à l'anticipation, une posture qui se révèle aujourd'hui comme un impératif.

C'est tout le sens de l'initiative mondiale Alerte précoce pour tous (Early Warnings for All – EW4All), lancée en 2022 par le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, avec pour ambition de protéger chaque habitant de la planète d'ici la fin de l'année 2027.

Au-delà des mesures météorologiques et des annonces techniques, cette initiative s'incarne directement sur le terrain sanitaire.

Lors du Forum africain sur les alertes précoces tenu du 2 au 4 septembre 2026 à Addis-Abeba, experts humanitaires et spécialistes de l'enfance ont mis en lumière deux piliers essentiels : « l'inclusion absolue des plus vulnérables et la construction d'infrastructures de santé durables ».

Pour que le système fonctionne, la chaîne d'alerte repose sur quatre axes indissociables : la connaissance des risques, la surveillance et la prévision, la diffusion des messages, et enfin la capacité de réaction des populations. Si un seul de ces maillons est défaillant, l'ensemble du dispositif s'effondre.

La proximité

Selon Dr Galine Yanon (Conseiller principal sur les questions de résilience et de fragilité à l'UNICEF), l'enjeu majeur réside dans la capacité à toucher le

Pour le spécialiste de l'UNICEF, transmettre l'information ne suffit pas. Il faut garantir une approche inclusive où les communautés, les jeunes et les enfants disposent des moyens et des capacités de mettre en œuvre les consignes de sécurité. « L'anticipation sanitaire passe par une préparation active face aux vagues de chaleur, aux inondations ou à la propagation de maladies vectorielles telles que la dengue ou le paludisme », a dit Dr Galine.

Les chiffres du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) confirment cette réalité, révélant que la mortalité liée aux catastrophes dans les pays dotés de systèmes d'alerte précoce multirisques est près de six fois inférieure à celle des zones dépourvues de tels dispositifs.

Assurer la continuité des soins lors d'une crise exige également des infrastructures sanitaires durables, capables de résister aux intempéries et de continuer à fonctionner au moment où les besoins médicaux explosent.

Associer la construction de bâtiments de santé résilients à des réseaux d'alerte communautaires constitue la seule voie pour briser l'engrenage des catastrophes récurrentes.

Comme l'ont souligné les intervenants au Forum d'Addis-Abeba, l'alerte précoce n'est plus une simple option technique, mais un investissement sanitaire vital et un droit fondamental pour chaque enfant. FIN

Ambroisine MEMEDE

PRÉVISIONS SAISONNIÈRES

FORUM AFRICAIN SUR LES ALERTES PRECOCES A ADDIS-ABEBA :

l'enjeu pour le Togo



Le Togo prend part au Forum « Alerte précoce pour tous (EW4All), officiellement lancé mercredi 2 septembre 2026 à Addis-Abeba, en Éthiopie, avec pour objectif d'accélérer la mise en œuvre et la durabilité des systèmes d'alerte précoce sur le continent africain.

Réunissant plus de 400 participants issus de divers secteurs, le forum doit permettre de définir les actions stratégiques nécessaires pour accélérer la mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce multirisques (MHEWS) en Afrique, renforcer leur durabilité et leur maturité opérationnelle au-delà de 2027, mais aussi promouvoir des financements durables, des investissements et des partenariats stratégiques en vue de leur déploiement à grande échelle.

La rencontre devrait notamment déboucher sur des recommandations relatives à un cadre durable pour l'après-2027, destiné à soutenir les systèmes d'alerte précoce, ainsi que sur un rapport régional évaluant les progrès accomplis et les lacunes restantes.

Pour le Togo, qui vient de franchir une étape importante dans la mise en œuvre de l'initiative mondiale EW4All avec le lancement officiel de sa consultation nationale les 20 et 21 août 2026 à Lomé, le forum constitue une occasion de tirer parti des expériences d'autres pays et d'ajuster sa propre stratégie.

Plusieurs pays de la région et du continent, notamment le Ghana, le Niger, le Tchad et la Somalie, ont déjà adopté leur feuille de route nationale EW4All. Le Togo, qui vient également de se doter de sa feuille de route nationale, lancée en août 2026, entend ainsi enrichir son approche à la lumière des expériences et des bonnes pratiques partagées à Addis-Abeba.

Profiter de l'expérience et mobiliser les ressources

Selon Kombaté Nawanti, directeur de la prévention, de la coopération et des affaires humanitaires, ce forum permettra au Togo de valoriser la dynamique nationale, de profiter de l'expérience d'autres pays, notamment en matière de gouvernance, de mécanismes de financement et de dispositifs de suivi-évaluation, mais également de rechercher des investissements conséquents.

« La mise en œuvre de notre feuille de route nationale est estimée à environ 60 millions de dollars. La présence, à Addis-Abeba, des principales institutions de financement du développement, des acteurs du financement climatique et des bailleurs bilatéraux et multilatéraux constitue une opportunité unique pour nouer des contacts stratégiques et amorcer la mobilisation des ressources indispensables à la concrétisation de nos engagements », a-t-il expliqué.

L'initiative EW4All constitue, selon les organisateurs, un appel à intensifier l'action au niveau national afin d'accélérer les investissements destinés à réduire la vulnérabilité des pays face aux changements climatiques, à améliorer les systèmes d'alerte précoce et à renforcer la résilience des populations.

Le Togo s'est engagé dans ce programme avec l'ambition de passer d'une logique de réaction à une véritable culture d'anticipation face aux catastrophes liées aux phénomènes climatiques. La mise en place de systèmes d'alerte précoce multirisques doit ainsi contribuer à mieux anticiper les risques, à améliorer la préparation des populations et à réduire les pertes humaines et matérielles.

L'initiative EW4All (Early Warnings for All/Alerte précoce pour tous) a été lancée au niveau mondial en 2022 par le Secrétaire général de l'ONU, avec pour objectif de faire en sorte que chaque personne sur Terre soit protégée par des systèmes d'alerte précoce multirisques d'ici à 2027.

Au niveau national, la mise en œuvre de l'initiative est coordonnée par l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) et l'Agence nationale de la météorologie (ANAMET). En 2026, au total, 26 pays de la région ont indiqué disposer de systèmes d'alerte précoce multirisques (MHEWS). FIN

Ambroisine MEMEDE

INSAH-CILSS : Le Mali célèbre cinq décennies de coopération au service du Sahel



Vue partielle du présidium au lancement du cinquantenaire de l'INSAH

Le Mali a accueilli, le samedi 12 septembre 2026 à Bamako, la double célébration du 50ème anniversaire de l'Institut du Sahel (INSAH) et de la 41ème journée du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Placée sous le haut patronage du Premier ministre malien, le Général de Division Abdoulaye Maïga, cette rencontre a réuni plusieurs membres du gouvernement, des ambassadeurs des pays membres du CILSS et de nombreuses personnalités.

Cette double célébration constitue un moment important pour le Mali, choisi pour accueillir deux événements qui rappellent plusieurs décennies de coopération régionale face aux défis du Sahel. Les autorités maliennes ont exprimé leur reconnaissance pour cette marque de confiance accordée au pays.

Créé le 12 septembre 1973 à Ouagadougou, le CILSS est né dans un contexte marqué par de graves sécheresses dans le Sahel. Trois ans plus tard, le 11 décembre 1976 à N'Djamena, au Tchad, l'Institut du Sahel voyait le jour pour renforcer les connaissances et les capacités scientifiques nécessaires au développement de la région.

Les intrants agricoles au cœur des échanges

La 41ème journée du CILSS avait pour thème : « Contribution du CILSS à la mise en œuvre des réglementations régionales sur les intrants agricoles et la santé des plantes au Sahel et en Afrique de l'Ouest ». Le choix de ce thème intervient dans un contexte marqué

par les effets du changement climatique, la dégradation des terres et la nécessité d'accroître la production agricole pour répondre aux besoins alimentaires croissants des populations.

Les échanges ont ainsi mis en lumière l'importance d'une meilleure réglementation des intrants agricoles, notamment les pesticides, les engrais et les autres produits utilisés pour améliorer la production et protéger les cultures. Leur qualité et leur utilisation correcte sont essentielles pour préserver les rendements, la santé des producteurs et des consommateurs ainsi que l'environnement.

Le CILSS, un symbole de solidarité régionale

Dans son discours d'ouverture, le ministre de l'Agriculture, Dr Ibrahima Samaké, a transmis les salutations fraternelles des plus hautes autorités maliennes aux délégations présentes. Il a également souligné la fierté du Mali d'accueillir ce grand rendez-vous réunissant les Etats membres du CILSS.

Selon lui, le CILSS constitue un véritable modèle de fraternité, de solidarité et de coopération entre les peuples du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

A travers ses différentes actions, l'organisation accompagne les Etats dans la lutte contre la sécheresse, la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique et le développement de systèmes agricoles plus résilients.

Cette double célébration à Bamako rappelle ainsi que, face aux défis climatiques, alimentaires et environnementaux, la coopération régionale reste indispensable. Après cinq décennies d'existence de l'INSAH et plus de quatre décennies de journées du CILSS, l'enjeu est désormais de renforcer les acquis et de construire des réponses communes aux nouveaux défis du Sahel.

La Rédaction



41EME JOURNEE DU CILSS : le Président Mahamat Idriss Déby Itno réaffirme l'importance des réglementations sur les intrants agricoles

A l'occasion de la 41ème journée du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), célébrée le 12 septembre 2026, le Président tchadien et Président en exercice de l'organisation, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, a rappelé le rôle majeur du CILSS dans le renforcement de la résilience des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Cette édition était placée sous le thème : « Contribution du CILSS à la mise en œuvre des réglementations régionales sur les intrants agricoles et la santé des plantes au Sahel et en Afrique de l'Ouest ».



Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, Président du Tchad

Quatre décennies au service de la résilience

Né dans les années 1970, dans un contexte marqué par de graves sécheresses au Sahel, le CILSS s'est progressivement imposé comme un outil majeur de coopération entre les Etats de la région.

Dans son message, le Président en exercice a rappelé que l'organisation a, au fil des décennies, accompagné ses Etats membres dans la compréhension des défis climatiques, agricoles et alimentaires. « Créé dans un contexte marqué par la nécessité d'agir et l'obligation de renforcer la résilience face aux grandes sécheresses de l'époque, le CILSS a, au fil des décennies, accompagné et fortement appuyé ses Etats membres et leurs populations », a-t-il déclaré.

Aujourd'hui, les défis ont évolué. Aux sécheresses s'ajoutent le changement climatique, la dégradation des terres, la pression démographique et l'augmentation des besoins alimentaires. Ces facteurs rendent plus urgente la recherche de solutions permettant d'améliorer durablement la production agricole.

Des intrants indispensables, mais à encadrer

Dans ce contexte, l'utilisation des engrais, pesticides, semences et autres intrants agricoles apparaît comme un levier important pour accroître la productivité. Mais leur utilisation ne peut se faire sans règles.

Pour le Président tchadien, le thème de cette 41ème journée est donc particulièrement pertinent. « Face aux variations climatiques, à la dégradation des terres et à la nécessité de conquérir de nouvelles aires de production pour répondre aux besoins croissants de nos populations, le recours aux intrants

agricoles devient incontournable », a-t-il souligné.

Encore faut-il garantir la qualité et la sécurité de ces produits. Des intrants de mauvaise qualité ou mal utilisés peuvent réduire les rendements, dégrader les sols, contaminer l'eau et affecter la santé des producteurs et des consommateurs.

La mise en œuvre de réglementations communes apparaît ainsi essentielle pour mieux protéger les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement.

Le Comité Sahélien des Pesticides en première ligne

Le Président en exercice du CILSS a particulièrement salué le rôle du Comité Sahélien des Pesticides (CSP). Cet instrument contribue à l'harmonisation des règles applicables aux pesticides dans l'espace sahélien et ouest-africain.

« Je salue ici la contribution déterminante du CILSS à la mise en œuvre de ces réglementations régionales, notamment à travers l'action exemplaire du Comité Sahélien des Pesticides (CSP) », a-t-il déclaré.

L'enjeu est important : faciliter l'accès à des produits efficaces et conformes aux normes, tout en limitant les risques liés à leur utilisation.

Anticiper pour mieux nourrir les populations

Au-delà des intrants, le CILSS intervient dans plusieurs domaines stratégiques : sécurité alimentaire, gestion de l'eau, adaptation au changement climatique, fonctionnement des marchés agricoles, suivi des campagnes agro-sylvo-pastorales, gestion des ressources naturelles et renforcement des capacités.

Ses outils d'analyse et d'aide à la décision permettent aux Etats de mieux anticiper les risques et d'orienter leurs politiques.

Dans une région où les conditions climatiques deviennent plus variables et où les besoins alimentaires augmentent, cette capacité d'anticipation est devenue indispensable.

La 41ème journée du CILSS rappelle donc une réalité : la résilience agricole ne dépend pas uniquement de la capacité à produire davantage. Elle repose aussi sur la qualité des intrants, la protection des plantes, la préservation des ressources naturelles et la mise en place de règles régionales efficaces.

A travers cette célébration, le CILSS réaffirme ainsi son ambition de poursuivre son accompagnement des Etats membres afin de construire une agriculture plus productive, plus sûre et mieux adaptée aux changements climatiques.

La rédaction

TENURE DE L'EAU : le CILSS et la FAO appellent à une gouvernance plus équitable en Afrique de l'Ouest et au Sahel

L'accès à l'eau, les droits d'usage et la prévention des conflits liés à la ressource sont au cœur du Dialogue régional sur la tenure de l'eau en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Lancé lors d'un atelier virtuel ce mardi 15 septembre 2026 par le CILSS en collaboration avec la FAO, ce processus réunit les représentants de dix pays, des experts, des organisations professionnelles et des partenaires autour d'un même objectif : mieux organiser l'accès à une ressource essentielle à la vie et aux activités économiques.

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, l'eau est bien plus qu'une ressource naturelle. Elle est au cœur de la vie des populations, de l'agriculture, de l'élevage, de la mobilité des pasteurs, de la sécurité alimentaire et de la cohésion sociale.

C'est dans ce contexte que le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), en partenariat avec la FAO, a lancé le Dialogue régional sur la tenure de l'eau. Cette initiative s'inscrit dans un dialogue mondial conduit par la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure de l'eau.

A l'échelle mondiale, la situation reste préoccupante. Selon les données rappelées lors de l'ouverture du dialogue, près de 4,4 milliards de personnes n'ont pas accès à une eau potable gérée en toute sécurité, tandis que plus de 2 milliards de personnes vivent dans des zones confrontées à un stress hydrique élevé.

Qui a accès à l'eau et selon quelles règles ?

La notion de « *tenure de l'eau* » cherche à répondre à plusieurs questions essentielles : qui peut accéder à l'eau ? Pour quels usages ? Dans quelles conditions ? Quels sont les droits et les responsabilités de chacun ?

Cette approche ne concerne pas uniquement les droits reconnus par les lois. Elle prend également en compte les règles coutumières, les pratiques locales et les arrangements qui organisent, au quotidien, l'accès à la ressource.

Dans les zones pastorales, ces questions sont particulièrement importantes. La disponibilité de l'eau influence directement les déplacements des troupeaux et l'accès aux pâturages. Mais la pression croissante sur la ressource, la concurrence entre les différents usages, les difficultés liées à la mobilité pastorale et les tensions autour des points d'eau peuvent provoquer des conflits entre communautés.

comprendre ces réalités et de rechercher des solutions adaptées aux contextes locaux", a indiqué Dr Edwige Yaro Botoni, coordonnatrice du PRAPS 2 au nom du Secrétaire exécutif du CILSS.

Pour une gestion inclusive et durable

La FAO défend plusieurs principes pour une gouvernance responsable de la tenure de l'eau. Il s'agit notamment de reconnaître les droits légitimes de tenure, de sécuriser les droits d'usage, d'assurer la cohérence des lois et politiques publiques, mais aussi de garantir une répartition équitable et inclusive de la ressource.

La transparence, la responsabilité, l'égalité entre les femmes et les hommes, la durabilité, la résilience et l'accès à la justice figurent également parmi ces principes.

Pour le CILSS, l'enjeu est désormais de confronter ces principes aux réalités vécues par les populations de la région.

Le processus permettra notamment d'analyser les cadres juridiques, politiques et institutionnels existants dans les pays concernés. Il devra aussi documenter les difficultés rencontrées par les populations dans l'accès à l'eau, en particulier pour les activités pastorales.

Les participants sont également appelés à identifier les mécanismes locaux de gouvernance de l'eau, les dispositifs de prévention et de règlement des conflits ainsi que les expériences pouvant contribuer à l'évaluation régionale.

Donner la parole aux communautés

Le CILSS insiste sur la nécessité d'associer les populations directement concernées aux discussions. Une attention particulière devra être accordée aux communautés pastorales, aux petits producteurs, aux femmes et aux jeunes.

"Le dialogue régional doit donc permettre de mieux Pour ces catégories, l'accès sécurisé à l'eau est souvent

Illustration d'un point d'eau



directement lié aux moyens de subsistance et à la capacité de faire face aux changements climatiques et aux autres pressions sur les ressources naturelles.

Le Dialogue régional sur la tenure de l'eau apparaît ainsi comme une occasion de rapprocher les politiques publiques des réalités du terrain. Il s'agit de construire une gouvernance de l'eau plus juste, plus transparente et mieux adaptée aux besoins des communautés.

A travers cette initiative, le CILSS réaffirme sa volonté de poursuivre, avec la FAO et les autres partenaires, un processus de concertation qui devra déboucher sur des orientations concrètes au bénéfice des populations rurales de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

Anderson AKUE

SODEXAM : Abdul Adam Sylla confirmé au poste de directeur général

Lors de sa séance du mardi 15 septembre 2026, le Conseil d'Administration de la Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM) a confirmé la nomination d'Abdul Adam Sylla au poste de Directeur Général.



Abdul Adam Sylla, nouveau DG de la SODEXAM

Cette décision confirme le parcours d'exception de cet homme qui a gravi les échelons avec détermination et professionnalisme. Selon les témoignages recueillis au sein de l'entreprise, il a su faire preuve d'un leadership inspirant et d'une vision stratégique hors pair. Avec sa connaissance approfondie de l'entreprise et de ses enjeux, Abdul Adam Sylla se positionne comme la personne idéale pour relever les défis de demain.

Dès sa nomination, le nouveau DG a réaffirmé son engagement à œuvrer pour le développement et le rayonnement de la SODEXAM. Sa vision est claire : faire de l'entreprise un acteur majeur du secteur aéroportuaire et météorologique, tant au niveau

national qu'international.

Les défis ne manquent pas pour le nouveau Directeur Général. Entre la modernisation des infrastructures, l'amélioration de la qualité de service, le développement de nouveaux partenariats et la prise en compte des enjeux environnementaux, monsieur Sylla aura fort à faire. Mais sa détermination et son expertise sont des atouts précieux pour relever ces défis avec brio.

La nomination d'Abdul Adam Sylla a été accueillie avec enthousiasme par l'ensemble des collaborateurs de la SODEXAM. Sa bienveillance, son sens de l'écoute et sa capacité à fédérer les équipes font de lui un leader apprécié et respecté.

Après un intérim de six mois, Abdul Adam Sylla, ancien directeur général adjoint chargé des opérations supports, succède ainsi à Jean-Louis Moulot, à la tête de la SODEXAM. Ce dernier a été appelé à de nouvelles fonctions ministérielles en février 2026 en tant que ministre délégué chargé de l'Enseignement technique.

Solange ARALAMON

ALERTE PRECOCE EN AFRIQUE : **les communautés au cœur de la prévention des catastrophes**

Le forum sur l'alerte précoce tenu du 2 au 4 septembre 2026 à Addis-Abeba a été l'occasion de mener des réflexions sur la place des communautés dans la prévention des catastrophes. Un point d'accord : les communautés ne doivent plus être considérées comme de simples bénéficiaires des alertes. Elles doivent être des acteurs à part entière de la prévention et de la réduction des risques de catastrophes.



Séance
de sensibilisation
des communautés

Lors d'une séance plénière tenue le jeudi 3 septembre 2026, Paul Moyo, coordonnateur de la gestion des catastrophes au Zimbabwe, a insisté sur la nécessité de rapprocher les systèmes d'alerte des populations exposées aux risques.

Selon lui, l'efficacité d'une alerte ne dépend pas seulement des technologies et des données scientifiques. Elle se mesure surtout à sa capacité à atteindre rapidement les populations concernées et à leur permettre de prendre les bonnes décisions à temps.

Les communautés, une source de connaissances

Dans de nombreuses régions d'Afrique, les communautés disposent déjà de connaissances importantes sur leur environnement. Elles connaissent notamment certains signes qui peuvent annoncer une sécheresse, une inondation, une tempête ou d'autres phénomènes dangereux.

La prise en compte de ces connaissances peut donc renforcer la surveillance des risques au niveau local. Elle peut aussi faciliter la circulation de l'information et améliorer les décisions avant, pendant et après une catastrophe. Pour être efficaces, les systèmes d'alerte doivent ainsi mieux associer les populations à toutes les étapes de la chaîne d'alerte.

Atteindre le dernier kilomètre

L'un des principaux défis reste la diffusion des alertes jusqu'aux personnes les plus exposées. Il faut donc

mettre en place des moyens de communication capables d'atteindre le « dernier kilomètre ».

Les radios communautaires, les télécommunications, les outils numériques et les réseaux locaux peuvent être utilisés ensemble pour diffuser rapidement des messages simples, clairs et adaptés aux réalités de chaque communauté. Mais la technologie ne suffit pas. Recevoir une alerte ne sert à rien si les populations ne savent pas comment réagir.

De l'alerte à l'action

Une alerte précoce n'est réellement efficace que lorsqu'elle conduit à une action précoce.

Les communautés doivent savoir quoi faire lorsqu'une alerte est donnée : où se mettre à l'abri, vers qui se tourner, qui prévenir et comment protéger les personnes, les biens et les moyens de subsistance.

Cela suppose également de renforcer la sensibilisation et les exercices de préparation au niveau local. Les populations doivent être préparées avant la survenue d'une catastrophe.

L'intelligence artificielle en appui

L'intelligence artificielle peut également contribuer à améliorer les systèmes d'alerte précoce. Elle peut aider à analyser de grandes quantités de données, à améliorer les prévisions de risques et à accélérer la diffusion des alertes.

Cependant, elle ne doit pas remplacer les acteurs présents sur le terrain. Elle doit plutôt venir en appui aux systèmes locaux et aux connaissances des communautés.

Mettre les populations au centre

Les échanges d'Addis-Abeba, ainsi que l'expérience du Zimbabwe, montrent la nécessité d'une approche plus inclusive de la prévention des catastrophes. Il ne suffit plus de produire des données et de diffuser des alertes. Il faut aussi s'assurer que les messages atteignent les populations, qu'ils sont compris et qu'ils permettent une réaction rapide.

La prévention des catastrophes commence donc par une meilleure connaissance des risques, des systèmes d'alerte fiables et, surtout, des communautés pleinement associées à la chaîne de prévention et d'action.

La Rédaction

Le danger des pesticides

L'usage des pesticides en Afrique de l'Ouest est en forte croissance, avec des risques sanitaires et environnementaux importants, mais des initiatives régionales visent à renforcer leur gestion et harmoniser la réglementation.

Situation actuelle

L'Afrique de l'Ouest fait face à une utilisation massive et souvent incontrôlée des pesticides, incluant des produits obsolètes et des emballages réutilisés par les communautés rurales et urbaines, ce qui constitue une menace pour la santé publique et l'environnement. Fin 2022, le Comité Sahélien des Pesticides autorisait 538 produits, dépassant le nombre de pesticides autorisés dans l'Union Européenne, reflétant une forte dépendance aux intrants chimiques malgré les recommandations pour des alternatives non chimiques. L'usage inapproprié expose les populations à des intoxications, maladies chroniques et troubles neurologiques

Réglementation et harmonisation

La régulation des pesticides en Afrique de l'Ouest reste complexe et fragmentée. Plusieurs initiatives régionales ont été mises en place pour harmoniser les normes :

Comité Ouest Africain d'Homologation des Pesticides (COAHP) : créé pour centraliser et harmoniser l'homologation des pesticides, avec des sessions régulières pour évaluer les dossiers et renforcer la coordination entre pays membres

- **Règlements régionaux** : adoption de règles harmonisées pour la santé des plantes, la santé animale et la sécurité sanitaire des aliments, visant à améliorer la sécurité alimentaire et la compétitivité des produits agricoles
- **Projets de la FAO et partenaires** : depuis 2016, le Projet régional d'élimination des pesticides obsolètes et de renforcement de la gestion des pesticides a permis l'élimination sécuritaire de plus de 1 520 tonnes de pesticides obsolètes

dans neuf pays, avec formation des agents et fourniture d'équipements de protection

Défis et enjeux

Les principaux défis incluent :

- **Porosité des frontières et hétérogénéité des législations**, favorisant le commerce illégal de pesticides.
- **Pressions économiques et politiques** : les pesticides génèrent des revenus importants pour les États et les entreprises, ce qui peut freiner la mise en place de régulations strictes .
- **Manque de main-d'œuvre agricole** : la pénurie de travailleurs pousse les producteurs à recourir davantage aux herbicides et insecticides

Perspectives

Les efforts régionaux visent à :

- Définir une **liste claire de produits autorisés** selon des critères de sécurité sanitaire, d'impact environnemental et d'efficacité agronomique
- Promouvoir une **utilisation responsable et durable** des pesticides pour protéger la santé des populations et la biodiversité.
- Renforcer la **coordination et l'échange d'informations** entre pays pour une régulation harmonisée et efficace

En résumé, l'Afrique de l'Ouest est confrontée à une forte dépendance aux pesticides avec des risques significatifs, mais des initiatives régionales et internationales cherchent à améliorer la sécurité, la réglementation et la durabilité de leur usage

Babacar Mbaye BALDE
RJPSAO Sénégal

DU CLIMAT A LA DECISION : **Fews Net au cœur de la chaîne de l'alerte précoce**

Lorsqu'une prévision saisonnière annonce une saison des pluies normale, déficitaire ou excédentaire, une question se pose quelques mois plus tard : la réalité a-t-elle confirmé la prévision ? Pour répondre à cette question, les climatologues ont besoin de données d'observation fiables. Sur cette chaîne, le rôle de FEWS NET prend toute son importance.



Vue partielle d'une rizière

donc indispensables pour en apprécier la qualité". Cette comparaison permet de vérifier si les tendances annoncées correspondent aux observations, mais aussi d'identifier les écarts et les limites des prévisions. Elle contribue ainsi à améliorer progressivement les services climatiques.

Suivre le climat au fil de la saison

L'intérêt de ces données ne se limite pas à l'évaluation des prévisions. Elles permettent également de suivre l'évolution des précipitations et des températures au cours de la saison agricole.

Les outils de FEWS NET permettent notamment d'analyser les moyennes, les tendances, les anomalies et plusieurs indicateurs climatiques. Ils peuvent être utilisés pour étudier une saison particulière ou pour comparer plusieurs années.

La version préliminaire de CHIRPS v3 (CHIRPS v3 Preliminary) intègre des observations de stations météorologiques mises à jour rapidement et est disponible deux jours après la fin de chaque pentade, soit les 2, 7, 12, 17, 22 et 27 de chaque mois. La version finale de CHIRPS v3 (CHIRPS v3 Final) intègre les données les plus récentes des stations météorologiques disponibles et est produite une fois par mois, généralement au cours de la troisième semaine du mois suivant. Cette combinaison permet de disposer d'informations suffisamment récentes pour les activités de suivi.

"Quand les données arrivent rapidement, elles permettent de voir si une saison évolue normalement ou si une situation inhabituelle commence à se développer."

Cette capacité de suivi est particulièrement importante dans les régions du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, où quelques semaines de déficit pluviométrique peuvent avoir des conséquences importantes sur les cultures, les pâturages et les ressources en eau.

De la donnée à l'alerte précoce

Des pluies insuffisantes peuvent signaler un risque pour les cultures. À l'inverse, des précipitations exceptionnellement fortes peuvent accroître le risque d'inondation. En améliorant l'accès aux données climatiques, FEWS NET contribue donc à

Connu dans le monde pour ses analyses sur la sécurité alimentaire et les risques de famine, le réseau Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET) joue également un rôle important dans l'accès aux données climatiques. Avec ses partenaires, il met à disposition des données sur les précipitations, les températures, la végétation, l'humidité des sols et les ressources en eau.

Comparer la prévision à la réalité

Une prévision saisonnière reste une information prospective. Pour mesurer sa performance, il faut la confronter aux conditions effectivement observées au cours de la saison.

C'est notamment l'utilité des données pluviométriques CHIRPS, dont la nouvelle version, CHIRPS v3, a été publiée en juin 2026. Le Climate Hazards Center Infrared Precipitation with Stations (CHIRPS v3) est un jeu de données pluviométriques quasi mondial, à haute résolution, couvrant plus de 40 ans. Il s'étend de 60°N à 60°S et couvre toutes les longitudes, avec des données disponibles de 1981 à aujourd'hui. CHIRPS v3 combine les estimations des précipitations issues des satellites par infrarouge thermique (CHIRP) avec les observations des stations météorologiques au sol, afin de produire une série temporelle de précipitations maillée à une résolution de 0,05°.

"Une prévision ne doit pas seulement être produite. Il faut aussi pouvoir la comparer à ce qui s'est réellement passé. Les données d'observation sont

alimenter les analyses permettant d'anticiper ces risques.

FEWS NET souligne d'ailleurs que CHIRPS v3 améliore la détection des épisodes de sécheresse sévère et de fortes précipitations, ce qui renforce son utilité pour le suivi des risques et la gestion des catastrophes. *"L'objectif n'est pas seulement de constater qu'un événement climatique s'est produit. Il faut pouvoir détecter les signaux suffisamment tôt pour aider les acteurs à se préparer."*

Une ressource pour les services climatiques

Ces données intéressent plusieurs catégories d'utilisateurs : services météorologiques nationaux, centres climatiques régionaux, chercheurs, organisations humanitaires, acteurs agricoles et partenaires au développement.

Les outils FEWS NET permettent de télécharger des données sur les précipitations, les températures ou l'évapotranspiration et d'effectuer différentes analyses climatiques.

Le FEWS NET Data Explorer facilite également la recherche, la visualisation et l'exportation de ces données. Il propose des sources de données, des séries temporelles et des outils de visualisation. L'accès au Data Explorer s'effectue avec un compte gratuit.

Pour les centres régionaux comme AGRHYMET, les services météorologiques et les chercheurs, ces ressources peuvent donc constituer une base complémentaire pour analyser les conditions climatiques et évaluer les produits de prévision.

Au-delà de la sécurité alimentaire.

Le rôle de FEWS NET est souvent associé à la production d'analyses sur la sécurité alimentaire. Cette dimension reste centrale. Mais son travail sur les données montre une autre contribution : mettre les données climatiques au service d'un ensemble plus large d'acteurs.

L'enjeu est important. Une bonne prévision a davantage de valeur lorsqu'elle peut être vérifiée. Une observation climatique devient encore plus utile lorsqu'elle peut alimenter une analyse, une alerte ou une décision.

"La chaîne des services climatiques ne s'arrête pas à la production d'une prévision. Elle commence par l'observation, se poursuit par l'analyse et l'évaluation, puis doit aboutir à une information utile à la décision."

Une chaîne qui doit fonctionner ensemble

Au fond, l'apport de FEWS NET peut se résumer à une chaîne simple : observer, mesurer, analyser, prévoir, vérifier et décider. En rendant accessibles des données climatiques de référence, FEWS NET

contribue à rapprocher la science climatique des besoins des décideurs, des agriculteurs, des chercheurs et des professionnels de l'information.

Pour les journalistes spécialisés en climat, ces données constituent également une ressource précieuse. Elles permettent de dépasser les simples constats et d'expliquer plus précisément les anomalies, les tendances et les risques.

Dans un contexte marqué par l'augmentation des événements climatiques extrêmes, la qualité de la décision dépend aussi de la qualité des données disponibles. C'est pourquoi le partage des données climatiques doit être considéré comme un maillon essentiel de l'alerte précoce et de l'adaptation au changement climatique.

FEWS NET ne se limite donc pas à produire des analyses de sécurité alimentaire. À travers ses données et ses outils, il contribue aussi à renforcer l'ensemble de la chaîne des services climatiques, de l'observation à la décision.

Anderson AKUE

« Lisez et faites lire RJPSAO Info, la référence de l'information sur les prévisions saisonnières et climatiques »



INVITATION WEBINAIRE SPECIAL

Le Réseau des Journalistes (RJPSAO) en collaboration avec WEBINAIRE SPÉCIAL vous convie à une réunion sur Zoom.

Date : 24 sept. 2026 10:30 AM Temps universel UTC

Veuillez vous inscrire à la date et l'heure qui vous conviennent le mieux sur :

<https://cilss-int.zoom.us/meeting/register/LN-1EuJJSuKQyt3FroQjww>

Après votre inscription, vous recevrez un e-mail de confirmation contenant les instructions pour rejoindre la réunion.

PRADEP-AOS : 60 millions d'euros pour relancer l'économie pastorale au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Avec un financement de 60 millions d'euros (environ 39,4 milliards de francs CFA) de l'Union européenne sur cinq ans, le Programme régional d'appui au développement de l'économie pastorale en Afrique de l'Ouest et au Sahel (PRADEP-AOS) veut donner un nouvel élan à l'élevage pastoral. Lancé officiellement le 9 juillet 2026 à Lomé, le programme couvre 13 pays et ambitionne de mieux coordonner les initiatives régionales pour faire du pastoralisme un levier de croissance, de résilience et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Le pastoralisme occupe une place importante dans les économies du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Il fait vivre des millions de personnes et contribue à l'approvisionnement des marchés en viande et en lait. Mais ce secteur reste confronté à de nombreux défis : changement climatique, dégradation des ressources naturelles, maladies animales, insécurité, conflits autour de l'accès aux ressources, difficultés de mobilité du bétail et fragilité des ménages pastoraux.

C'est dans ce contexte que le PRADEP-AOS entend apporter une réponse régionale et intégrée.

Relancer une économie pastorale fragilisée

L'objectif du programme n'est pas seulement d'augmenter la production animale. Il s'agit surtout de construire une économie pastorale plus organisée, plus compétitive et capable de mieux résister aux crises.

Le PRADEP-AOS intervient sur trois grands couloirs de mobilité et de commerce du bétail : l'Est-Lac Tchad, le Centre et l'Ouest. Cette approche permet de prendre en compte la réalité du pastoralisme, qui dépasse les frontières nationales.

Le programme prévoit notamment de renforcer la gouvernance des ressources naturelles transfrontalières, de mieux protéger les troupeaux contre les maladies animales et zoonotiques, d'améliorer les chaînes de valeur de l'élevage et de favoriser un environnement politique et réglementaire adapté à la transhumance et au commerce du bétail.

Une attention particulière sera également accordée aux femmes et aux jeunes, notamment dans la transformation du lait et le développement des activités économiques liées à l'élevage.

Le CILSS, un point de convergence des initiatives Pastorales

L'une des principales forces du PRADEP-AOS réside dans son

approche fédératrice. Le programme est coordonné au niveau régional par le CILSS, qui dispose de plusieurs décennies d'expérience dans la gestion des questions liées à l'agriculture, à l'élevage, au pastoralisme et à la sécurité alimentaire.

Cette position permet au PRADEP-AOS de créer davantage de cohérence entre les différentes initiatives consacrées au pastoralisme dans l'espace CILSS.

Après le PRAPS-2 et le PEPISAO-2, le nouveau programme peut ainsi servir de cadre de convergence des expériences, des connaissances, des outils et des investissements consacrés à l'économie pastorale.

L'enjeu est d'éviter la dispersion des interventions et de renforcer les complémentarités entre les projets. Le CILSS pourra ainsi mieux capitaliser les résultats obtenus et favoriser leur diffusion dans les pays concernés.

Un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

La relance de l'économie pastorale ne concerne pas uniquement les éleveurs. Elle touche directement la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région.

La viande et le lait constituent des sources importantes de protéines et de revenus pour les populations. En améliorant la production, la santé animale, la transformation, la commercialisation et la circulation des produits, le PRADEP-AOS peut contribuer à renforcer l'offre alimentaire régionale.

Le développement des chaînes de valeur pastorales peut également créer davantage d'emplois et de revenus pour les ménages ruraux.

Dans une région confrontée aux effets du changement climatique, aux crises alimentaires et aux déplacements de populations, investir dans le pastoralisme revient donc aussi à investir dans la résilience des communautés.

Faire du pastoralisme un moteur de développement régional

A Lomé, le CILSS a présenté le PRADEP-AOS comme bien plus qu'un nouveau programme. L'ambition est de faire du pastoralisme un véritable moteur de croissance économique, d'intégration régionale, de résilience et de stabilité.

Pour le Togo, qui a accueilli le lancement du programme, cette initiative s'inscrit également dans les efforts engagés pour moderniser l'agriculture et l'élevage, sécuriser les parcours de transhumance et renforcer la production animale.

Avec ses 60 millions d'euros, ses 13 pays d'intervention et son approche fondée sur la coopération régionale, le PRADEP-AOS dispose désormais d'un important levier pour accélérer la transformation de l'économie pastorale.

Le véritable défi sera de transformer cet investissement en résultats concrets pour les éleveurs, les femmes, les jeunes et les consommateurs. Car derrière la relance du pastoralisme se joue une question essentielle pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel : produire davantage, mieux nourrir les populations et renforcer la résilience des territoires face aux crises.

ACTUALITÉS

PRADEP-AOS : le RJPSAO, un partenaire stratégique pour mieux informer sur l'économie pastorale



Réseau des Journalistes sur les Prévisions Saisonnières agro-hydro-climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Le Programme régional d'appui au développement de l'économie pastorale en Afrique de l'Ouest et au Sahel (PRADEP-AOS) peut compter sur un partenaire important pour faire connaître ses actions et rapprocher ses résultats des populations : le Réseau des journalistes sur les prévisions saisonnières au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RJPSAO).

Présent dans plusieurs pays de la région, le RJPSAO rassemble des journalistes engagés dans la diffusion d'informations utiles sur le climat, l'agriculture, l'élevage, la sécurité alimentaire et la résilience des populations. Son expérience dans la vulgarisation des informations techniques constitue un atout pour accompagner la communication autour du PRADEP-AOS.

Mieux faire connaître les actions du PRADEP-AOS

Avec son financement de 60 millions d'euros sur cinq ans et son intervention dans 13 pays, le PRADEP-AOS porte une ambition régionale. Pour atteindre ses objectifs, il ne suffit pas de mettre en œuvre des activités. Il faut aussi faire connaître les actions, expliquer les résultats et rendre l'information accessible aux acteurs du pastoralisme et au grand public.

C'est à ce niveau que le RJPSAO peut jouer un rôle important. A travers les chaînes, les plateformes, les mé-

dias, les reportages, les interviews, les articles de fond et les émissions, le réseau peut contribuer à donner davantage de visibilité aux réalisations du programme et aux bonnes pratiques développées dans les pays.

Une information de qualité au service des acteurs

Le partenariat entre le PRADEP-AOS et le RJPSAO peut également contribuer à améliorer la qualité de l'information sur le pastoralisme. Les journalistes membres du réseau peuvent être davantage outillés sur les enjeux liés à la mobilité pastorale, à la santé

animale, aux chaînes de valeur, au changement climatique, à la transhumance et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette collaboration permettrait de mieux expliquer les enjeux, de lutter contre les fausses informations et de donner la parole aux éleveurs, aux femmes, aux jeunes, aux techniciens et aux décideurs.

Donner une plus grande portée aux résultats

En accompagnant la communication du PRADEP-AOS, le RJPSAO peut contribuer à faire des médias un véritable relais entre le programme et les communautés. Une information claire, fiable et régulière peut favoriser une meilleure compréhension des actions du programme et renforcer leur appropriation par les bénéficiaires.

Le PRADEP-AOS dispose ainsi d'un partenaire médiatique capable de contribuer à sa visibilité, à la valorisation de ses résultats et à la diffusion d'une information de qualité sur l'économie pastorale.

Boris Cyriaque



**RÉSEAU DES JOURNALISTES
(RJPSAO)**
en collaboration avec



WEBINAIRE SPÉCIAL



« Quelles réponses africaines face
à la menace d'El Niño pour préserver
la sécurité alimentaire au Sahel et
en Afrique de l'Ouest ? »



MODÉRATEUR :

**Baboucar Mbaye
Baldé**

journaliste, PF RJPSAO Sénégal

DATE ET HEURE :

**24 septembre 2026
de 10h30 à 12h30
GMT**



FACILITATEUR :

Dr TINNI Seydou
Expert météorologue /
AGRHYMET CCR



**INSCRIVEZ-VOUS
MAINTENANT**

Lien d'accès : <https://cilss-int.zoom.us/meeting/register/LN-1EuJjSuKQyt3FroQjww>



Contacts :

- Anderson AKUE : +228 90034562 / rjpsao2023@gmail.com
- Baboucar BALDE : +221 708540531 / mbayebalde77@gmail.com
- Abdoul-Aziz MAINASSARA : +227 96433899 / abdoulaziz.mainassara@cilss.int